Resumés

Christine Panchaud et Sandro Cattacin

La contribution des organisations à but non lucratif à la lutte contre le SIDA: une étude comparative

Cet article caractérise les différentes réponses apportées à ce problème par des organisations de douze pays de l'Europe occidentale pendant la première décennie du VIH/SIDA. Sont analysés le contenu de ces réponses, la division du travail entre les différents acteurs publics et privés et les processus caractérisant ces différentes approches. Trois types d'approche sont identifiés, montrant des divergences surprenantes par rapport aux typologies communément trouvées dans les Etats providence de l'Europe occidentale. L'importance des organisations à but non lucratif est soulignée ainsi que la nécessité de trouver de nouvelles formes de coopération entre les acteurs publics et privés pour mieux faire face aux grands problèmes sociaux pesant à l'heure actuelle sur les Etats providence de l'Europe occidentale.

Paul G. Schervish et John J. Havens

Participation sociale et dons charitables: une analyse multivariate

Malgré l'abondance des données qui existent en matière de dons charitables, les chercheurs n'ont pas analysé ces données en se posant le type de questions théoriques et en utilisant le type de technique statistique multivariate qui nous permettraient de mieux comprendre les mécanismes sociaux conduisant à un comportement charitable. Cet article fait un premier bilan suite aux efforts des auteurs visant à mettre sur pied et à tester un tel modèle causal et multivariate des déterminants sociaux, démographiques, économiques et en termes de motivation des dons charitables individuels. Le premier chapitre présente notre théorie de l'identification des dons charitables. Le deuxième se penche sur les données et sur la manière de rendre nos variables opérationnelles. Le troisième se pose la question du soutien quantitatif pour les éléments essentiels de ce modèle tel qu'il est appliqué au niveau des ménages. Le quatrième traite des facteurs les plus importants motivant les dons personnels. Enfin il s'ensuit une discussion sur la nature centralisée des communautés encourageant un comportement charitable et sur les implications pour la collecte des fonds.

J. Mark Schuster

Le démantèlement d'une tour de Babel: privatisation, décentralisation et «dévolution» comme étant des idées bien établies dans le domaine de la politique culturelle

La privatisation, la décentralisation et la « dévolution » sont trois idées bien établies qui dominent le débat sur la politique culturelle depuis 15 ans. De façon générale on se sert de ces idées comme s'il existait un consensus quant à leur signification et leurs implications, alors qu'en fait elles représentent des positions diverses et variées quant à l'approche qu'il convient d'adopter en matière de politique culturelle. L'article se penche sur la motivation derrière chacune de ces idées qui sont reliées entre elles et démontre qu'il est essentiel

https://doi.org/10.1007/BF02354204 Published online by Cambridge University Press

pour en comprendre les implications politiques de disposer de connaissances précises et détaillées concernant les intentions politiques derrière chacune d'entre elles. Quels que soient les termes employés pour décrire la politique culturelle d'une instance donnée, si les intentions politiques sont cachées, que ce soit voulu ou non, derrière une terminologie dont les implications ne sont ni clairement définies, ni pleinement prises en compte, il sera impossible de savoir ce qui est à faire et comment l'évaluer.

Mark Sidel

L'émergence d'un secteur bénévole et la philanthropie au Vietnam: fonctions, réglementation juridique et perspectives d'avenir

Depuis que le Vietnam a commencé son programme de réforme économique fin 1986, de nombreuses organisations sans but lucratif et bénévoles se sont développées au Vietnam. La philanthropie est également en augmentation, mais à une vitesse moindre. Le secteur à but non lucratif et bénévole ainsi que l'état lui-même sont confrontés à de grands défis au fur et à mesure que le développement de ce secteur s'accélère. L'état s'est efforcé non seulement d'encourager l'émergence des institutions à but non lucratif, bénévoles et philanthropiques, mais également de contrôler la vitesse et la nature de leur développement. Ces deux objectifs sont reflétés par les mesures réglementaires adoptées par l'état dans ce secteur depuis le milieu des années 1980. Cet article fournit des informations détaillées concernant le développement de ce secteur au Vietnam et passe en revue certains problèmes courants auxquels ces nouvelles organisations se trouvent confrontées. Il examine les changements du cadre juridique, compare la situation vietnamienne à celle d'autres pays en transition et situe les fonctions de ce secteur au Vietnam dans le contexte des nouveaux écrits qui voient le jour concernant les fonctions et les modèles du secteur à but non lucratif et les relations entre le gouvernement et les organisations sans but lucratif.

Alice K. Johnson et Dennis R. Young

Profil du secteur à but non lucratif en Roumanie

Suite à la révolution de décembre 1989, les citoyens roumains se sont vus accorder, pour la première fois en 40 ans, le droit de créer des organisations à but non lucratif. Depuis cette date la Roumanie a commencé à explorer les limites de l'initiative privée par l'introduction d'organisations non-gouvernementales à but non lucratif en plus des sociétés commerciales à but lucratif. Cet article passe en revue le développement historique ainsi que le cadre juridique du secteur roumain sans but lucratif naissant. Nous présentons également la première évaluation empirique instantanée de ce secteur en appliquant à 499 organisations identifiées par le Soros Catalogue of Non-governmental organisations in Romania: 1991-92 (Hila et Varnesu, 1992) le classement international des organisations à but non lucratif institué par Salamon et Anheier (1997b). Enfin les auteurs se livrent à quelques spéculations concernant des scénarios alternatifs jouant sur les relations entre les organisations à but non lucratif indigènes, les ONG internationales et le gouvernement roumain.

https://doi.org/10.1007/BF02354204 Published online by Cambridge University Press